

Affaires courantes

pour devenir un réseau ferroviaire moderne de transport voyageurs qui soit comparable à ceux qui existent dans tous les autres pays du monde occidental. Cette pétition est également signée par plusieurs habitants du Cap-Breton qui ont participé à la réunion générale annuelle de Sydney Richmond-Est organisée par le NPD.

[Français]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Madame la Présidente, j'ai le devoir de présenter quatre pétitions signées de citoyens de ma circonscription d'Ottawa—Vanier qui condamnent la décision de la Société canadienne des postes de fermer la franchise sise au 580 de la rue Rideau.

Les pétitionnaires soutiennent que cet inconvénient frappera tous les clients de la région. Le fardeau sera plus lourd pour tous les retraités qui demeurent tout près et qui seront privés d'un service essentiel à leurs besoins.

À ces causes, les soussignés demandent que le Parlement demande à la Société canadienne des postes de réviser la décision de fermer la succursale n° 23.

[Traduction]

LES CANADIENS D'ORIGINE UKRAINIENNE

M. Ross Harvey (Edmonton—Est): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par de nombreux habitants de la ville d'Edmonton dont une large proportion sont des descendants des premiers colons ukrainiens. Les pétitionnaires veulent porter à l'attention de la Chambre, et je cite, que pendant et après la Première Guerre mondiale les Canadiens d'origine ukrainienne ont été injustement internés dans des camps de concentration et ont été privés de leurs biens et de leurs objets de valeur, de leur liberté de mouvement et du droit de vote. Par conséquent, les pétitionnaires demandent que le Parlement du Canada adopte une résolution en vue de reconnaître ces injustices. C'est tout ce qu'ils demandent. Assurément, ce n'est pas trop demander.

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Madame la Présidente, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter une pétition de soussignés qui s'opposent toujours à la taxe sur les produits et services. Ces gens de Pont-Lafrance, de Sheila, de Pont-Landry, dans la région de Tracadie, continuent toujours de subir les fardeaux inacceptables qui sont imposés par la taxe sur les produits et services.

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Madame la Présidente, en vertu de l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter des pétitions qui viennent s'ajouter aux milliers d'autres qui ont déjà été déposées.

Les pétitionnaires prient instamment le Parlement de demander à la Société canadienne des postes de rendre hommage à Marie Sklodowska Curie en lui dédiant un timbre commémoratif à l'occasion du 125^e anniversaire de sa naissance, le 27 novembre 1992. J'ajouterais que 1992 sera aussi le 125^e anniversaire du Canada.

LES COMMUNICATIONS

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui plusieurs pétitions venant d'un peu partout en Colombie-Britannique: Burnaby, 100 Mile House, Surrey, Vancouver, Langley, Coquitlam, Pit Meadows, Vernon, Kelowna et Prince-George, pour ne nommer que ces localités.

Dans ces pétitions, qui portent quelque 1 040 signatures au total, on demande au ministre des Communications et au gouvernement de rejeter la soumission présentée par UNITEL pour faire concurrence aux compagnies canadiennes de téléphone en matière de communications interurbaines.

Les pétitionnaires exhortent le ministre des Communications à consulter tous les intéressés, et plus particulièrement les Canadiens habitant à l'extérieur des grands centres urbains auxquels nuira ce genre de déréglementation.

Enfin, ils exhortent le ministre à tenir des audiences dans nos localités avant de prendre une décision quant au sort du réseau canadien de télécommunications.

L'IMMIGRATION

M. Ross Reid (St. John's—Est): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le privilège de présenter aujourd'hui à la Chambre une pétition signée par des milliers d'habitants de Terre-Neuve et du Labrador qui demandent au Parlement de faire tout son possible pour que les centaines de Bulgares qui sont venus à Terre-Neuve et au Labrador ne soient pas renvoyés dans leur pays, à la situation incertaine qui y règne et à une persécution certaine, mais qu'on leur donne la chance de se bâtir une vie au Canada, non seulement pour eux-mêmes et leur famille, mais aussi pour les autres Canadiens.